Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article2005>

CommuniquÃ© de presse du LKP Ã propos des nouvelles conventions Bouclier QualitÃ© Prix (BQP).

- Dossier spÃ©cial LKP - Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 21 juillet 2013

Mis Ã jour le : dimanche 21 juillet 2013

UGTG.org

Le battage médiatique et la propagande organisés par la Préfecture de Guadeloupe consistent à vendre aux Guadeloupais l'idée que l'Etat attaque la **pwofitasyon**. En réalité, il n'en est rien.

Les contrôles effectués par le Bureau d'Etudes Ouvrières du LKP montrent qu'il n'y a aucune baisse des prix. Bien souvent, les produits du BQP sont plus chers et de moins bonne qualité que ceux hors BQP. En second lieu, les marges abusives sont intactes car il s'agit de faire une liste de produits pour un total de 360 euros sans baisse des prix.

C'est clair, les négociations annuelles et le bouclier prix ne constituent un vaste écran de fumée, une vaste supercherie, qui sert d'argument publicitaire aux enseignes commerciales mais ne s'attaquent nullement à la pwofitasyon.

C'est la Préfecture, seule, qui mène des négociations fermées avec les représentants de l'import-distribution.

Et les associations de consommateurs et autres syndicats sont invitées à la signature des conventions pour jouer le rôle de figurants, de potiches.

Cette exclusion a pour but de ne jamais mettre sur la table la question des marges abusives pratiquées dans le secteur de l'import-distribution et qui sont, pourtant, faciles à évaluer à partir des déclarations d'importation aux services des douanes.

Une nouvelle fois, la Préfecture est entendue avec les représentants de la distribution sur une liste de produits ne dépassant pas 360 euros et cela **non pas à partir d'une connaissance des marges abusives réalistes mais à partir des choix mis par les entreprises.**

Les sociétés n'accordent rien du tout en réalité. Car elles n'ont aucune obligation légale de communiquer le moindre document comptable sur leurs marges, ni sur les produits qu'elles vendent le plus ou sur ceux sur lesquels elles réalisent leurs plus fortes marges.

C'est donc une mascarade organisée en appuyant sur l'ignorance voulue et désirable du représentant de l'Etat et sur l'absence de toute organisation syndicale ou association de consommateurs dans ces
« pseudos négociations ».

Et dans le cas où les négociations aboutissent pas ? Les surfaces commerciales concernées devront simplement **vendre au prix le moins cher parmi l'ensemble des prix abusifs pratiqués en Guadeloupe. Nul ne les obligera à tenir compte du prix auquel elles ont réellement acheté les produits qu'elles commercialisent.**

YO PAKO KOUYONNOU !

LKP réaffirme la nécessité d'un encadrement du prix des produits de première nécessité par la limitation des marges abusives des sociétés de l'import-distribution.

LKP rappelle l'impératif de développer et de **promouvoir une production locale protégée des importations** et ayant comme objectif l'autosuffisance alimentaire, seul moyen de nous libérer du joug des transnationales de la grande distribution.

La Gwadeloup s'écrit tan nou ! Pon disou pa p'ard GWADLOUPEYEN DOUBOUT !

LKP - Lapwent à Euros" 18 jwiy 2013